

# Les Etats-Unis menacent de cesser leur aide

## Partage international n° [199](#) - Mars 2005

Un article (Art. 98), introduit dans le budget américain 2005, prévoit l'interruption de toute aide économique aux pays qui ne signeraient pas l'engagement de ne pas traduire devant la Cour pénale internationale (CPI) les citoyens américains qui seraient accusés de crime de guerre.

La CPI a été créée en 1998 par 139 pays pour entendre les cas de crime de guerre, de génocide et d'autres crimes contre l'humanité. Le traité fondateur a été signé par les Etats-Unis sous l'administration Clinton, mais révoqué ensuite par le président Bush, inquiet que des militaires ou des leaders américains puissent se retrouver un jour devant un tribunal sous des motifs politiques. Les partisans de la CPI affirment que des garde-fous ont été prévus pour éviter que soient engagées à la

légère des poursuites insuffisamment fondées ou basées sur des motifs politiques.

Jusqu'ici, seuls quelques petits pays, pauvres pour la plupart, ont signé l'Article 98, comme l'Albanie, le Timor oriental, le Sénégal et la Sierra Leone. D'autres, comme la Jordanie (qui reçoit annuellement 600 millions de dollars d'aide des Etats-Unis), pourraient perdre des millions de dollars de dons s'ils ne signent pas. Une exception de « sécurité nationale » a cependant été prévue dans l'Article 98 pour exempter de cette punition les alliés traditionnels des USA.

Etats-Unis

**Sources** : The Daily Telegraph, G.- B.

**Thématiques** : [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [Regard sur le monde](#) (Dans cette rubrique, Partage international met en lumière certains problèmes urgents qui nécessitent une nouvelle approche et des solutions durables.)